ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 28 août 1964, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "d'exécution des lois relatives au personnel d'Afrique coordonnées le 21 mai 1964, en ce qui concerne le recrutement aux emplois dans les organismes d'intérêt public visés par la loi du 16 mars 1954", a donné le 4 septembre 1964 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 28e augustus 1964 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van de op 21 mei 1964 gecoördineerde wetten betreffende het personeel in Afrika, wat de werving betreft in de betrekkingen bij de instellingen van openbaar nut bedoeld bij de wet van 16 maart 1954", heeft de 4e augustus 1964 het volgend advies gegeven :

Article 1er.

L'article 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Article 1er.

Les membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique visés à l'article 2 des lois relatives au personnel d'Afrique, coordonnées le 21 mai 1964 ..... visé par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public".

Article 2.

Les formalités imposées par cet article aux organismes publics visés par la loi du 16 mars 1954 leur sont déjà imposées par l'arrêté royal du 1er octobre 1962 d'exécution de l'article 6 de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique en ce qui concerne les recrutements dans certains services publics, qui a été publié au Moniteur belge du 13 octobre 1962 (p. 9059) et qui est toujours en vigueur.

L'article 2 du projet est donc superflu et doit, dès lors, être omis. L'omission de cet article entraîne une modification du numérotage des articles suivants et une adaptation des références à ces articles.

Article 3.

La virgule après les mots "eux-mêmes", dans le texte de l'alinéa 1er, doit être omise.

*
* *

./.

L'alinéa 2 fixe le programme de l'épreuve d'admission particulière prévue par l'article 6, § 1er, alinéa 2, 8°, des lois coordonnées. Toutes les hypothèses en matière de programme d'examen ou de concours d'admission aux emplois non réservés à conférer dans les organismes visés ont été envisagées, sauf celle où l'examen ou le concours ordinaire comporte uniquement une épreuve sur des matières déterminées destinée à vérifier les connaissances classiques et la culture générale des récipiendaires.

Pour combler cette lacune, il conviendrait de compléter l'alinéa 2 par la disposition suivante (qui se réfère à celle que le Conseil d'Etat a suggérée dans son avis n° 7675/1, relatif au projet d'arrêté royal réglant l'exécution, en ce qui concerne les provinces et les communes, de l'article 6 de la loi du 27 juillet 1961) :

"4° lorsque l'examen ou le concours comporte exclusivement l'épreuve mentionnée au 3°, les candidats aux emplois réservés sont soumis, à leur choix, soit à la dite épreuve, soit à une épreuve particulière consistant :

A. pour les fonctions correspondant à celles qui sont exercées par des agents de l'Etat des niveaux 3 et 4, en un exercice de rédaction qui, sur décision de l'autorité compétente, peut être complété ou remplacé soit par une interrogation orale, soit par un exercice pratique, soit par une interrogation orale et une épreuve pratique sur des matières en rapport avec le caractère des fonctions à remplir par les candidats;

B. pour les fonctions correspondant à celles qui sont exercées par des agents de l'Etat du niveau 1, en une épreuve écrite destinée à vérifier la maturité des candidats et

./.

une épreuve orale consistant en un entretien de chaque candidat avec le jury et portant sur toute question susceptible de faire apprécier les qualités de caractère des candidats;

C. pour les fonctions correspondant à celles qui sont exercées par des agents de l'Etat du niveau 2, en une épreuve écrite et une épreuve orale telles qu'elles sont déterminées sous B, avec faculté pour l'autorité compétente de renoncer à l'épreuve orale".

*
* *

L'alinéa 4 est la reproduction de l'alinéa 4 de l'article 2, § 1er, de l'arrêté du 22 juillet 1964. Il convient, toutefois, d'en adapter le texte aux divers modes de recrutement adoptés par les organismes visés. A cette fin, il y a lieu d'écrire deux fois "concours ou examen correspondant d'admission aux emplois non réservés" au lieu de "concours correspondant d'admission au stage dans les emplois non réservés".

Article 4.

L'hypothèse d'un recrutement sans épreuve d'admission, pourtant prévue à l'article 3, alinéa 1er, du projet, n'est pas envisagée.

Aux termes de l'article 12 de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947 sur les priorités aux emplois publics,

./.

les emplois dans les organismes d'intérêt public placés sous le contrôle de l'Etat ne tombent sous l'application de cette loi que dans la mesure où le traitement qui y est attaché ne dépasse pas 39.000 francs.

Ce dernier montant n'a jamais été adapté depuis 1947.

Il en résulte qu'en fait, l'article 12 de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947 ne trouve plus d'application en ce qui concerne les organismes visés. Une adaptation de l'article 12 aux montants des salaires et traitements actuellement alloués reste toutefois possible.

*
* *

Si, pour les candidats visés à l'article 6, § 3, des lois coordonnées, il est tenu compte de toute la durée de leur carrière d'Afrique, le nombre total des points qui leur sont attribués en raison de leur âge, du pourcentage de points obtenus à l'épreuve d'admission et du nombre d'enfants à charge, peut être inférieur au nombre total de mois d'activité de service, d'où il résulte que la soustraction à opérer en vertu du II, A, 2°, alinéa 2, pourrait donner un résultat négatif. Pour éviter cette conséquence, il suffit de tenir uniquement compte des mois d'activité de service effectués après quinze ans de carrière.

Dès lors, il est proposé de rédiger l'article 4 comme suit :

"Article 3 (article 4 du projet).

Lorsque leur nombre est supérieur au nombre d'emplois réservés à conférer, les candidats bénéficiaires du présent chapitre, qui remplissent les conditions d'admission

./.

requises, sont départagés comme suit :

I. Les candidats visés à l'article 6, § 3, des lois coordonnées sont classés après tous les candidats visés au § 1er du même article.

II. A l'intérieur de chacun de ces deux groupes, les candidats sont classés dans l'ordre de préférence établi selon le nombre total des points obtenus suivant les barèmes ci-après :

A. Pour les candidats visés à l'article 6, § 1er, des lois coordonnées :

1° activité de service en Afrique ...;

2° enfants entrant en ligne de compte ...;

3° âge ...;

4° pourcentage de points obtenu ...

En ce qui concerne les points à attribuer .....

En cas d'égalité de points .....

B. Pour les candidats visés à l'article 6, § 3, des lois coordonnées :

1° enfants entrant en ligne de compte pour .....;

2° âge ....;

3° pourcentage de points obtenu à .....

Du total des points attribués en vertu des 1°, 2° et 3°, il est déduit un point par mois entier d'activité de service en Afrique au-delà de 15 ans.

./.

En ce qui concerne les points à attribuer en ....

En cas d'égalité de points .....

III. Pour l'application de l'article 12 de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, les candidats bénéficiaires du présent chapitre qui remplissent les conditions d'admission requises sont, à l'intérieur de chacun des deux groupes, inscrits dans l'ordre, sur une des cinq listes prévues à l'article 5 de cette loi.

Dans la liste où ils ont été inscrits, ils sont classés dans l'ordre de préférence établi selon le nombre total des points obtenus d'après les barèmes déterminés sous II".

Article 6.

La dernière partie du premier alinéa gagnerait à être rédigée comme suit : "... sans préjudice, toutefois, du droit de priorité qui est éventuellement accordé aux lauréats d'un concours d'accession à la catégorie immédiatement supérieure".

Il est suggéré, en outre, d'écrire à l'alinéa 2 : "... dans l'organisme d'intérêt public qui procède au recrutement" au lieu de "dans les organismes d'intérêt public".

Article 7.

Lorsque le recrutement a lieu par voie d'appel en service de candidats qui n'ont pas été classés en ordre

./.

utile mais qui remplissaient les conditions d'admission requises, il est fait appel tant aux candidats versés dans la réserve prévue par les règles ordinaires qu'aux candidats faisant partie de la réserve de recrutement prévue à l'article précédent du projet. Il convient, dès lors, d'écrire : "soit par voie d'appel aux candidats, soit par voie d'appel en service des candidats faisant partie des réserves de recrutement".

La même observation vaut pour l'article 14 du projet.

Article 8.

Il y a lieu de tenir compte du fait que le recrutement dans les organismes d'intérêt public visés peut avoir lieu sans concours ni examen, ou par la voie d'un simple examen. Il est proposé, dès lors, d'écrire : "... vacantes à défaut de membres du personnel d'Afrique satisfaisant aux conditions requises pour les emplois réservés ou à défaut de candidats aux emplois non réservés remplissant les conditions requises pour l'admission à ces emplois, sont attribués ...".

Article 10.

Si, comme il est proposé, l'article 2 du projet est omis et si le texte suggéré pour l'article 4 est adopté, il conviendra d'écrire : "Les dispositions de l'article 3, à l'exclusion de celles qui sont prévues sous II, A, 4°, et B, 3°, sont applicables ...".

./.

Article 12.

Le second alinéa de cet article serait mieux rédigé comme suit :

"L'alinéa 1er n'est applicable que dans la mesure où les règles en vigueur en matière de recrutement à titre temporaire dans l'organisme d'intérêt public qui procède au recrutement prévoient la constitution d'une réserve de recrutement, et dans les limites de la durée de validité de cette réserve".

Article 14.

Voir l'observation faite au sujet de l'article 7 du projet.

*
* *

L'intitulé du chapitre IV est inexact et devrait être remplacé par le suivant :

"Chapitre IV. - Dispositions abrogatoires et finales".

Article 15.

L'article 15 manque de précision; il convient d'abroger expressément tous les arrêtés royaux que le projet remplace. La rédaction suivante est proposée pour cet article :

"Article 14 (article 15 du projet).

Sont abrogés :

./.

1° l'arrêté royal du 11 mai 1962 d'exécution de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique en ce qui concerne le recrutement aux emplois des Instituts de la radiodiffusion-télévision belge;

2° l'arrêté royal du 15 octobre 1962 d'exécution de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique en ce qui concerne l'admission à l'Office belge du commerce extérieur;

3° l'arrêté royal du 21 juin 1963 d'exécution de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique, en ce qui concerne le recrutement aux emplois de la Société nationale de la petite propriété terrienne;

4° l'arrêté royal du 21 juin 1963 d'exécution de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique, en ce qui concerne le recrutement aux emplois de l'Institut national de crédit agricole;

5° l'arrêté royal du 21 juin 1963 d'exécution de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique, en ce qui concerne le recrutement aux emplois de l'Office national des débouchés agricoles et horticoles, modifié par l'arrêté royal du 8 février 1964;

6° l'arrêté royal du 21 juin 1963 d'exécution de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique, en ce qui

./.

concerne le recrutement aux emplois de l'Office national du lait et de ses dérivés;

7° l'arrêté royal du 23 octobre 1963 d'exécution de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique, en ce qui concerne le recrutement aux emplois dans certains organismes d'intérêt public visés par la loi du 16 mars 1954;

8° l'arrêté royal du 14 novembre 1963 d'exécution de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique, en ce qui concerne le recrutement aux emplois de la Société nationale des chemins de fer belges, à l'exception des articles 8 et 16;

9° l'arrêté royal du 28 novembre 1963 d'exécution de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique, en ce qui concerne le recrutement aux emplois dans certains organismes d'intérêt public, à l'exception de l'article 2, § 2;

10° l'arrêté royal du 24 mars 1964 d'exécution de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique, en ce qui concerne le recrutement aux emplois dans la Société nationale des chemins de fer vicinaux, à l'exception des articles 9 et 17;

11° l'arrêté royal du 24 mars 1964 d'exécution de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique, en ce

./.

qui concerne le recrutement aux emplois de l'Office régulateur de la navigation intérieure et du Groupement belge du remorquage;

12° l'arrêté royal du 28 mars 1964 d'exécution de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique, en ce qui concerne le recrutement aux emplois dans certains organismes d'intérêt public".

Article 17.

Cet article doit mentionner tous les Ministres qui ont proposé l'arrêté; il devrait être rédigé comme suit :

"Article 16 (article 17 du projet).

Nos Ministres de la Défense nationale, des Finances, de l'Agriculture, des Affaires économiques et de l'Energie, de la Prévoyance sociale, des Travaux publics, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique, des Postes, Télégraphes et Téléphones, de l'Emploi et du Travail, de la Santé publique et de la Famille, des Communications, des Classes moyennes, de l'Education nationale et de la Culture, et Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté".

*
* *

Il est d'usage que les Ministres qui proposent l'arrêté royal le contresignent.

Artikel 1.

Een betere lezing voor artikel 1 ware :

"Artikel 1.-

De leden van het beroepspersoneel der kaders in Afrika, bedoeld in artikel 2 van de op 21 mei 1964 gecoördineerde wetten betreffende het personeel in Afrika ..., bedoeld in de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut".

Artikel 2.

De formaliteiten welke dit artikel de in de wet van 16 maart 1954 bedoelde openbare instellingen oplegt, zijn hun reeds voorgeschreven door het koninklijk besluit van 1 oktober 1962 tot uitvoering van artikel 6 van de wet van 27 juli 1961 houdende sommige maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika, wat de werwingen in sommige openbare diensten betreft, welk besluit in het Belgisch Staatsblad van 13 oktober 1962 (blz. 9059) bekendgemaakt en nog steeds van kracht is.

Artikel 2 van het ontwerp moet dus als overbodig vervallen. Tengevolge daarvan moeten de overige artikelen vernummerd worden, ook daar waar ernaar verwezen wordt.

Artikel 3.

De komma na de woorden "eux-mêmes" in het eerste lid van de Franse tekst moet worden geschrapt.

+

+ +

.../...

Het tweede lid stelt het programma vast voor het bijzonder toelatingsexamen dat voorgeschreven is in artikel 6, § 1, tweede lid, 8°, van de gecoördineerde wetten. Met alle mogelijkheden inzake programma's van al dan niet vergelijkende examens voor toelating tot niet voorbehouden betrekkingen bij de bewuste instellingen is rekening gehouden, behalve met het geval dat het gewoon examen of vergelijkend examen er uitsluitend een is over bepaalde vakken, met de bedoeling de examinandi op hun schoolkennis en op hun algemene vorming te toetsen.

Om die leemte aan te vullen voege men aan het tweede lid de volgende bepaling toe (die aansluit op die welke de Raad van State heeft voorgesteld in zijn advies nr 7675/1, over een ontwerp van koninklijk besluit tot regeling van de uitvoering, wat de provincies en de gemeenten betreft, van artikel 6 van de wet van 27 juli 1961) :

"4° Omvat het examen of het vergelijkend examen alleen het onder 3° genoemde gedeelte, dan moeten de gegadigden voor de voorbehouden betrekkingen zich, naar keuze, onderwerpen aan dat examengedeelte of aan een bijzonder examen dat bestaat :

A. voor ambten overeenstemmend met die welke worden uitgeoefend door Rijksambtenaren van de niveaus 3 en 4, in een steloefening ,die bij beslissing van de bevoegde overheid kan worden aangevuld met of vervangen door hetzij een mondelinge ondervraging, hetzij een praktische oefening, hetzij een mondelinge ondervraging en een praktische proef over vakken in verband met de aard van het door de gegadigden uit te oefenen ambt;

.../...

B. voor ambten overeenstemmend met die welke worden uitgeoefend door Rijksambtenaren van niveau 1, uit een schriftelijk gedeelte om de maturiteit van de kandidaten te toetsen en een mondeling gedeelte bestaande in een gesprek van ieder gegadigde met de examencommissie over enig onderwerp dat gelegenheid geeft om zijn karaktereigenschappen te toetsen;

C. voor ambten overeenstemmend met die welke worden uitgeoefend door Rijksambtenaren van niveau 2, uit een schriftelijk en een mondeling gedeelte als bepaald onder B, met de mogelijkheid voor de bevoegde overheid om van het mondeling gedeelte af te zien".

\+

\+ \+

Het vierde lid heeft dezelfde tekst als het vierde lid van artikel 2, § 1, van het besluit van 22 juli 1964. Die tekst dient echter te worden aangepast bij de onderscheiden wijzen waarop de instellingen aanwerven. Daarom schrijve men tweemaal "overeenkomstig vergelijkend examen of examen voor toelating tot niet voorbehouden betrekkingen" in plaats van "overeenkomstig vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd in niet voorbehouden betrekkingen".

Artikel 4.

Niet behandeld is de mogelijkheid van werving zonder toelatingsexamen, die nochtans door artikel 3, eerste lid, van het ontwerp in uitzicht wordt gesteld.

.../...

Luidens artikel 12 van de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 op de prioriteitsrechten voor toegang tot openbare betrekkingen, vallen de betrekkingen bij instellingen van openbaar nut staande onder toezicht van de Staat alleen onder de toepassing van deze wet voor zover de eraan verbonden wedde niet hoger is dan 39.000 frank.

Dat bedrag is sedert 1947 nooit aangepast.

In feite dus vindt artikel 12 van de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 geen toepassing meer ten aanzien van meergenoemde instellingen. Wel blijft het mogelijk, artikel 12 aan de thans uitgekeerde lonen en wedden aan te passen.

\+

\+ \+

Voor de in artikel 6, § 3, van de gecoördineerde wetten bedoelde gegadigden wordt rekening gehouden met de ganse duur van hun loopbaan in Afrika, maar het totale puntental dat hun op grond van hun leeftijd, van het percentage der bij het toelatingsexamen behaalde punten en van het aantal kinderen ten laste wordt toegekend, **kan** lager zijn dan het totaal aantal maanden dienstactiviteit. Daaruit volgt dat de krachtens II, A, 2°, tweede lid, te verrichten aftrekking negatief kan uitvallen. Om zulks te voorkomen, is het voldoende uitsluitend rekening te houden met de maanden dienstactiviteit die na vijftien loopbaanjaren volbracht zijn.

.../...

Voor artikel 4 wordt derhalve de volgende lezing voorgesteld :

"Artikel 3 (artikel 4 van het ontwerp).

Zijn er meer op het voordeel van dit hoofdstuk gerechtigde gegadigden dan er voorbehouden betrekkingen te verlenen zijn, dan worden degenen die de gestelde toelatingseisen vervullen als volgt gerangschikt :

I. De gegadigden bedoeld in artikel 6, § 3, van de gecoördineerde wetten, worden gerangschikt na alle gegadigden waarvan sprake in § 1 van hetzelfde artikel.

II. Voor de rangschikking in ieder van die twee groepen worden de gegadigden gerangschikt naar een orde van voorrang, bepaald volgens het op de hierna aangegeven voet behaalde totaal aantal punten :

A. Voor de gegadigden bedoeld in artikel 6, § 1, van de gecoördineerde wetten :

"1° dienstactiviteit in Afrika ...;

2° kinderen die ...;

3° leeftijd ...;

4° percentage ...

De ingevolge 2° en 3° te verlenen punten ...

Bij gelijke punten ...

.../...

B. Voor de gegadigden bedoeld in artikel 6, § 3, van de gecoördineerde wetten :

1° kinderen die ...;

2° leeftijd ...;

3° percentage ...

Van het totaal der ingevolge 1°, 2° en 3° toegekende punten wordt één punt per volle maand dienstactiviteit in Afrika boven de 15 jaren afgetrokken.

De ingevolge 1° en 2° te verlenen punten ...

Bij gelijke punten ...

III. Voor de toepassing van artikel 12 van de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 worden de op het voordeel van dit hoofdstuk gerechtigde gegadigden die alle gestelde toelatingseisen vervullen, in ieder van beide groepen, in de volgorde op een van de vijf lijsten bedoeld in artikel 5 van die wet, ingeschreven.

Op de lijst waarop zij werden ingeschreven, worden zij gerangschikt naar een orde van voorrang, bepaald volgens het op de onder II aangegeven voet behaalde totaal aantal punten".

Artikel 6.

Het laatste deel van het eerste lid zou beter worden gelezen als volgt : "... maar onverminderd het prioriteitsrecht dat eventueel is verleend aan hen die voor een vergelijkend toelatingsexamen voor overgang naar de onmiddellijk hogere categorie zijn geslaagd".

.../...

In het tweede lid schrijve men bovendien : "... bij de instelling van openbaar nut die aanwerft ..." in plaats van "bij de instellingen van openbaar nut".

Artikel 7.

Wanneer de werving gebeurt met indienstroeping van gegadigden die niet batig zijn gerangschikt maar aan de toelatingseisen voldeden, wordt een beroep gedaan zowel op gegadigden uit de door de gewone regelen bedoelde reserve als op die uit de in het vorig artikel van het ontwerp bedoelde werfreserve. Beter ware derhalve te schrijven : "hetzij bij wege van oproep tot gegadigden, hetzij bij wege van indienstroeping van gegadigden uit de wervingsreserves".

Deze opmerking geldt ook voor artikel 14 van het ontwerp.

Artikel 8.

Er dient rekening te worden gehouden met het feit, dat de werving in de bedoelde instellingen van openbaar nut kan geschieden zonder examen of vergelijkend examen, dan wel bij gewoon examen. Men schrijve derhalve : "... vacant mochten blijven bij gebrek aan leden van het personeel in Afrika die voldoen aan de eisen voor toelating tot de voorbehouden betrekkingen of bij gebrek aan gegadigden voor de niet-voorbehouden betrekkingen die voldoen aan de eisen om tot die betrekkingen te worden toegelaten, toegekend aan de gegadigden van de andere groep ...".

.../...

Artikel 10.

Wordt, zoals is voorgesteld, artikel 2 van het ontwerp geschrapt en wordt de voor artikel 4 in overweging gegeven tekst aangenomen, dan schrijve men : "De bepalingen van artikel 3, met uitzondering van die onder II, A, 4°, en B, 3°, zijn van toepassing ...".

Artikel 12.

Het tweede lid van dit artikel kan beter als volgt worden gesteld :

"Het eerste lid geldt alleen in zover de regelen terzake van werving in tijdelijk verband bij de instelling van openbaar nut die aanwerft, voorzien in het aanleggen van een wervingsreserve, en binnen de geldigheidsduur van die reserve".

Artikel 14.

Zie de opmerking bij artikel 7 van het ontwerp.

\+

\+ \+

Het opschrift van hoofdstuk IV is onjuist en zou door het volgende vervangen moeten worden :

"Hoofdstuk IV. Opheffings- en slotbepalingen".

.../...

Artikel 15.

Artikel 15 is niet nauwkeurig genoeg; alle koninklijke besluiten welke het ontwerp vervangt, moeten uitdrukkelijk worden opgeheven. Voor dit artikel wordt de volgende lezing aanbevolen :

"Artikel 14 (artikel 15 van het ontwerp).

Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 11 mei 1962 tot uitvoerin van de wet van 27 juli 1961 houdende sommige maatreg ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders va Afrika betreffende de aanwerving tot de betrekkinger van de Instituten der Belgische Radio en Televisie;

2° het koninklijk besluit van 15 oktober 1962 tot uitvo van de wet van 27 juli 1961 houdende sommige maatreg ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders va Afrika met betrekking tot de toelating in de Belgisc Dienst voor de Buitenlandse Handel;

3° het koninklijk besluit van 21 juni 1963 tot uitvoeri van de wet van 27 juli 1961 houdende sommige maatreg ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders va Afrika betreffende de aanwerving tot de betrekkingen van de Nationale Maatschappij voor de Kleine Landeig dom;

4° het koninklijk besluit van 21 juni 1963 tot uitvoeri van de wet van 27 juli 1961 houdende sommige maatreg ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders va Afrika betreffende de aanwerving tot de betrekkingen het Nationaal Instituut voor Landbouwkrediet;

.../

5° het koninklijk besluit van 21 juni 1963 tot uitvoe
van de wet van 27 juli 1961 houdende sommige maatr
ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders
Afrika betreffende de aanwerving tot de betrekking
de Nationale Dienst voor afzet van land- en tuinbo
produkten, gewijzigd bij het koninklijk besluit va
8 februari 1964;

6° het koninklijk besluit van 21 juni 1963 tot uitvoe
van de wet van 27 juli 1961 houdende sommige maatr
ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders
Afrika betreffende de aanwerving tot de betrekking
bij de Nationale Zuiveldienst;

7° het koninklijk besluit van 23 oktober 1963 tot uit
ring van de wet van 27 juli 1961 houdende sommige
regelen ten gunste van het beroepspersoneel van de
ders van Afrika, wat betreft de werving voor sommi
instellingen van openbaar nut, bedoeld in de wet v
16 maart 1954;

8° het koninklijk besluit van 14 november 1963 tot ui
voering van de wet van 27 juli 1961 houdende sommi
maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel va
de kaders van Afrika betreffende de aanwerving tot
betrekkingen van de Nationale Maatschappij der Bel
Spoorwegen, met uitzondering van de artikelen 8 en

9° het koninklijk besluit van 28 november 1963 tot ui
voering van de wet van 27 juli 1961 houdende sommi
maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel va
kaders van Afrika, wat betreft de werving voor som
instellingen van openbaar nut, met uitzondering va
artikel 2, § 2;

...

10° het koninklijk besluit van 24 maart 1964 tot uitvoe
ring van de wet van 27 juli 1961 houdende sommige r
regelen ten gunste van het beroepspersoneel van de
ders van Afrika, wat betreft de werving voor betrek
kingen bij de Nationale Maatschappij voor Buurtspoo
wegen, met uitzondering van de artikelen 9 en 17;

11° het koninklijk besluit van 24 maart 1964 tot uitvoe
van de wet van 27 juli 1961 houdende sommige maatre
gelen ten gunste van het beroepspersoneel van de ka
ders van Afrika wat betreft de werving voor de Dien
voor regeling der binnenvaart en voor de Belgische
Sleepvaartgroepering;

12° het koninklijk besluit van 28 maart 1964 tot uitvoe
ring van de wet van 27 juli 1961 houdende sommige
maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel van
de kaders van Afrika, wat betreft de werving voor
sommige instellingen van openbaar nut".

Artikel 17.

Dit artikel moet alle Ministers die het beslui
hebben voorgedragen vermelden. Men stelle het als volgt

"Artikel 16 (artikel 17 van het ontwerp).

Onze Ministers van Landsverdediging, van Finan
van Landbouw, van Economische Zaken en Energie, van
Sociale Voorzorg, van Openbare Werken, van Buitenlandse
Handel en Technische Bijstand, van Post, Telegraaf en
Telefoon, van Tewerkstelling en Arbeid, van Volksgezond

.../..

en van het Gezin, van Verkeerswezen, van Middenstand, van Nationale Opvoeding en Cultuur, en Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit".

\+

\+ \+

Het gebruik wil dat de Ministers die het koninklijk besluit voordragen, het mede ondertekenen.

---

a chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

essieurs : J.SUETENS, premier président,
e Heren : eerste voorzitter,

H.BUCH, conseillers d'Etat,
G.VAN BUNNEN, staatsraden,

F.DUCHENE, assesseurs de la section de législation,
P.DE VISSCHER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

adame : J.DE KOSTER, greffier adjoint, — greffi
evrouw : adjunct-griffier, — griffi

La concordance entre la version française et la version éerlandaise a été vérifiée sous e contrôle de M.G.VAN BUNNEN.
Le rapport a été présenté ar M.G.TACQ, substitut .

De overeenstemming tussen Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht va de H.G.VAN BUNNEN.
Het verslag werd uitgebrac door de H.G.TACQ, substituut.

E GREFFIER - DE GRIFFIER, — LE PRESIDENT - DE VOORZIT

(s.) J.DE KOSTER. — (s.) J.SUETENS.